

PARIS, le 22 JUIL. 1985

Direction du budget
Bureau 2A n° 1 11
Direction de la comptabilité
publique

-LE SECRETAIRE D'ETAT AUPRES OU
PREMIER MINISTRE, CHARGE DE LA FONCTION
PUBLIQUE ET DES
'SIMPLIFICATIONS ADMINISTRATIVES

Direction générale de l'administration
et de la fonction publique

FP/1N° 1607

..

Le Ministre de l'économie, des finances
et du budget,
et le secrétaire d'Etat auprès du Premier
ministre, chargé de la fonction publique
et des simplifications administratives
à Mesdames et Messieurs les Ministres
et secrétaires d'Etat

OBJET prise en charge partielle des prix des titres d'abonnements
correspondant aux déplacements effectués par les personnels
de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère
administratif, à l'intérieur de la zone de compétence des
transports parisiens, entre leur résidence habituelle et leur
lieu de travail.

REF. Circulaire FP 1495- 2A 153- C3 n° 4788 du 10 décembre 1982.

La circulaire du 10 décembre 1982 prévoit dans son titre II,1°,
qu'en cas d'absence due à des congés de maladie, de longue maladie, de
longue durée ou de maternité, la prise en charge partielle des frais de
transport est maintenue jusqu'à la fin du mois pendant lequel débute l'arrêt
de travail et que, si la reprise du service a lieu au cours d'un mois
ultérieur, la prise en charge est effectuée au prorata du nombre de jours
restant à courir jusqu'à la fin de ce mois.

.../...

Il est apparu cependant que, s'agissant des congés de maladie, l'application de cette disposition donnait lieu à une charge de travail excessive des services gestionnaires.

En conséquence, la présente circulaire a pour objet de substituer à ce dispositif, en cas de congé de maladie, la procédure suivante •

Si la reprise du service à l'issue d'un congé de maladie a lieu au cours d'un mois ultérieur dans les quinze premiers jours de ce mois, la prise en charge partielle des frais de transport est effectuée pour l'ensemble du mois considéré.

Si la reprise du service à l'issue d'un congé de maladie a lieu au cours d'un mois ultérieur au-delà des quinze premiers jours de ce mois, la prise en charge est effectuée au prorata du nombre de jours restant à courir jusqu'à la fin de ce mois, dans les conditions prévues par le titre II, 1°) de la circulaire du 10 décembre 1982.

Rien n'est changé aux dispositions qui prévoient le maintien de la prise en charge partielle jusqu'à la fin du mois pendant lequel débute l'arrêt de travail.

De même les mesures applicables en cas de congés de longue maladie, de congés de longue durée et de congés de maternité demeurent inchangées.

Le ministre de l'économie, des finances
v et du budget,

ect..u; .;.l SWg&•

"our IP. tit.!n's:: Got !), \-:c;;;0.:t::Jt,
Ûir

Le secrétaire d'Etat auprès du
Premier ministre, chargé de la fonction
publique et des simplifications administratives,

né • Mme-H61ène CER.\RD

Le Sous-Directeur

Didier BARGAS